

A la Madeleine, municipalité de M. Billecocq, ministre UDR, les locataires du quartier Saint-Charles ont démontré que par la lutte il était possible de faire reculer la Bourgeoisie et le pouvoir municipal à son service.

Fin juin 1972, la population ouvrière de ce quartier voit arriver un bull-dozer qui commence à creuser et des camions qui emportent les terres du seul terrain de jeux existant pour les enfants du quartier. Renseignement pris, il apparait que c'est la Municipalité UDR qui a donné ce terrain au Tennis-Club de la Madeleine afin qu'elle y construise des tennis couverts pour la bourgeoisie et la petite bourgeoisie de la métropole. Les locataires, les enfants se révoltent. Avec l'aide de militants et avec le soutien des travailleurs du chantier, ils occupent le terrain, interrompent les travaux et obligent la Municipalité à céder et à redonner un terrain de jeux pour les enfants.

A Mons-en-Barœul, pendant plusieurs mois, les locataires des HLM s'opposent à l'augmentation des charges et font la grève des paiements. A leur exemple, des Mouvements semblables se développent dans les CIL de la région lilloise, à Lambersart, à St-André, à Annappes ou dans les HLM du Pas-de-Calais, à Arras, Béthune, St-Omer, Calais.

A travers toute la région du Nord, à l'heure actuelle se développent des mouvements contre les augmentations des charges de chauffage qui permettent à la Compagnie Générale de Chauffe (CGC) de faire des bénéfices scandaleux. A travers toute la France, les travailleurs locataires s'opposent de plus en plus à l'emprise du capitalisme sur le cadre de vie. Par l'action généralisée, il est possible de faire reculer les Offices HLM, les CIL et les entreprises privées avec qui ont été passés par les collectivités locales, des contrats qui font qu'elles s'emplissent les poches avec l'argent gagné péniblement par les travailleurs dans leur entreprise.





De plus en plus nombreuses, les femmes prennent conscience de l'exploitation et de l'oppression capitaliste et entrent en lutte contre le système : travailleuses des Nouvelles Galeries, de Lewi's à La Bassée, femmes des mineurs de Potasse d'Alsace, femmes luttant pour leur libération et la reconnaissance de leurs droits :

- POUR le droit au travail à l'égal des hommes et à salaire égal
- POUR la libération des tâches matérielles et de garde des enfants par des équipements collectifs dans les quartiers
- POUR l'information sur la contraception et son remboursement par la Sécurité Sociale
- POUR l'avortement médical libre et gratuit.

Parce qu'elle s'attaque au système, la lutte des femmes rejoint le combat des travailleurs dans l'entreprise et prépare une société égalitaire où seront supprimées les différences entre hommes et femmes, jeunes et adultes, Français et Immigrés, travailleurs manuels et intellectuels.

Les luttes pour mettre le cadre de vie, l'école, les transports au service du peuple, les luttes pour la libération des jeunes, des femmes, les luttes pour les droits des immigrés, des paysans travailleurs, ne peuvent déboucher que si elles s'unifient autour des luttes, dans les entreprises, des travailleurs les plus exploités.

L'UNITE POPULAIRE, c'est le moyen de rassembler tous ceux qui sont exploités par le système et qui entrent en lutte contre lui.

L'UNITE POPULAIRE peut seule mobiliser et permettre avec des chances de succès, l'affrontement avec le Pouvoir de l'Etat et l'avancée vers le SOCIALISME.

C'est pour favoriser la réalisation de cette UNITE POPULAIRE que le PSU présente des candidats à ces élections. Il n'entend pas récupérer ou diriger les luttes mais dire simplement à ceux qui s'affrontent au système : « Nous sommes avec vous dans VOTRE lutte et nous ferons tout ce qui nous est possible pour la rendre victorieuse ».

Par ces élections, nous entendons porter un coup à la bourgeoisie, par delà les élections, il faut poursuivre et intensifier le combat. **NOTRE ACTION NE S'ARRETERA PAS AU 11 MARS.**



Marcelle MINET
Mère de famille, 3 enfants
Membre du Secrétariat national Femmes du P.S.U.

Suppléant : **J-C DHALLUIN**
Membre de la Direction fédérale du P.S.U.



POUR RENVOYER LA MAJORITE BOURGEOISE

POUR LA LIBERATION DES FEMMES

POUR REALISER L'UNITE POPULAIRE AUTOUR DES LUTTES DES TRAVAILLEURS

POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE, LE QUARTIER, L'ECOLE, LA SANTE, LA CULTURE

Votez Marcelle MINET

UNITÉ POPULAIRE

Les travailleurs sont sous la dictature de la bourgeoisie

24 heures sur 24, le travailleur est sous l'emprise du Capitalisme.

Dans l'entreprise, il subit les cadences, le bruit, la surveillance des chefs. A tout moment, il est menacé par l'accident, le chômage, le licenciement.

Travaille et tais-toi : telle est la règle.

Sorti de l'entreprise ou du magasin, il passe dans les transports souvent plusieurs heures, dans de mauvaises condition : lenteur, inconfort, cherté : des heures perdues et volées par le système.

Rentré chez lui, dans sa cage HLM, il est un no : B 8 App. 23. Logé loin du centre de la ville, il ne dispose ni de centre de loisir, ni d'équipements collectifs, si ce n'est le supermarché où est ponctionné régulièrement le salaire péniblement gagné.

Payer toujours, payer plus cher, le loyer, les impôts, les charges, les fournitures scolaires, l'habillement : **telle est la** règle.

Le soir, il y a la télé : Guy Lux, les westerns, la publicité chloroformante, l'information officielle dite « libre » (!)

On dit qu'il est citoyen d'un pays libre parce qu'on le fait voter de temps en temps, mais quotidiennement la réalité est toute autre :

- DICTATURE PATRONALE : arbitraire, licenciement
- DICTATURE ADMINISTRATIVE : expulsions, saisies, répression, arrêts sur le salaire.
- DICTATURE IDEOLOGIQUE : par la presse, la télé, l'armée, par l'école, par le cinéma, tous contrôlés par la bourgeoisie.

LE SYSTEME EN PLACE EST UNE DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ET DE SON ETAT AVEC POUR SEULE REGLE : LE PROFIT.

Aujourd'hui, la bourgeoisie est divisée

Contrôler l'Etat qui lui permet de faire de bonnes affaires **est une nécessité pour la bourgeoisie, car l'Etat soutient** le développement capitaliste en étouffant et en réprimant les luttes des travailleurs par des négociations-bidon ou par l'emploi des forces de l'ordre (justice, polices, CRS).

Consciente des difficultés de l'UDR déconsidérée par ses erreurs, ses rivalités, par les scandales, la bourgeoisie ne mettra pas en 73 tous ses œufs dans le même panier : Les réformateurs et les centristes à la Lecanuet ou à la Servan-Schreiber seront pour elle des solutions de rechange pour garder le contrôle de la Majorité. Déjà on parle d'inclure les centristes dans le prochain gouvernement, alors que MESSMER et l'UDR tentent de sauver les meubles en recréant par un anti-communisme vulgaire l'alliance de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie et des classes moyennes qui, dans la peur en 1968, avaient assuré le succès de l'actuelle majorité.

LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSERONT PAS PRENDRE AU JEU ELECTORAL DE LA BOURGEOISIE

Aujourd'hui, il faut battre la bourgeoisie...

Ces élections peuvent être l'occasion d'une défaite électorale de la bourgeoisie. C'est ce but que s'assigne l'Union de la Gauche, en proposant un vaste rassemblement de toutes les couches hostiles au « grand capital ».

Mais cette union est pleine d'ambiguïtés.
Travailleur, tes intérêts sont-ils les mêmes que ceux d'un médecin ou du patronat fascisant des petites et moyennes entreprises ?

Travailleur, rappelle-toi de 36. Tout ce qui a été obtenu (40 h, Congés payés, Assurances Sociales) ne l'a été que par la force du mouvement populaire et de la grève générale.

Or, l'Union de la Gauche prétend réaliser l'avancée vers le socialisme sans affronter la bourgeoisie. Elle ne remet pas en cause l'ordre social : l'OS continuera à obéir au petit chef, la hiérarchie restera, le rôle de la police, de la justice, de l'enseignement n'est pas contesté.

NOUS NE NEGLIGERONS RIEN POUR QUE MARS 73 SOIT UNE DEFAITE DE LA BOURGEOISIE.

Mais il ne suffit pas de faire confiance à de bons élus : Seul un puissant mouvement populaire peut réaliser les aspirations profondes des travailleurs.

... par la mobilisation populaire

Dans les entreprises : C'est là que le Capitalisme impose sa domination ; c'est là d'abord que les travailleurs doivent conquérir leur pouvoir, dans l'UNITE, autour des revendications des salariés les plus exploités :

- augmentations uniformes des salaires
- transports gratuits
- lutte contre la hiérarchie
- réduction des cadences
- contrôle sur l'organisation du travail
- contrôle de la marche de l'entreprise

Dans les quartiers où le capitalisme ne réalise que ce qui peut lui rapporter du profit, il faut que les masses imposent la réalisation de leurs besoins collectifs

- qualité du logement
- espaces verts, terrains de jeux
- crèches, écoles, garderies
- centres de loisirs et de réunions
- transports desservant les quartiers populaires, fréquents et adaptés.

C'est autour des luttes, dans les entreprises et dans la ville que doit se réaliser l'UNITE POPULAIRE, c'est-à-dire l'Union de toutes les couches exploitées et opprimées par le capitalisme (paysans-travailleurs, femmes, jeunes, immigrés, etc...)

C'est l'UNITE POPULAIRE qui permet de préparer l'affrontement avec la bourgeoisie et son Etat. C'est elle qui préfigure la société à construire par les travailleurs et pour les travailleurs.

POUR QU'APRES LES ELECTIONS, LA LUTTE CONTINUE :

Unité Populaire

IMP. ARTESIENNE - LIEVIN